# Commune de

# **ARTANNES-SUR-INDRE**



# Révision du PLU



Résumé non technique

Vu pour être annexé à la délibération du 7 juillet 2025 arrêtant les dispositions du Plan Local d'Urbanisme.

Fait à Artannes-sur-Indre, La Maire,

ARRÊTÉ LE : 07-07-2025 APPROUVÉ LE :

> Dossier 22043715 30/06/2025

> > réalisé par



Auddicé Urbanisme Rue des Petites Granges **49400 Saumur 02.41.51.98.39** 



# Commune de

# **Artannes-sur-Indre**

# Révision du PLU

Résumé non technique

Version	Date	Description
Résumé non technique	30/06/2025	Pour arrêt de projet





# Table des matières

CHAPITRE 1 EXPLICATION DES CHOIX RETENUS	5
1.1 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables	7
1.1.1 Orientation 1 : Conforter la vitalité de la commune tout en maîtrisant la vitalité de la co	mmune9
1.1.2 Orientation 2 : Préserver et valoriser le cadre de vie de la commune	11
1.1.3 Orientation 3 : S'orienter vers un développement durable et résilient	12
1.1.4 Orientation 4 : En préservant le caractère rural du territoire	15
1.1.5 Orientation 5 : Les objectifs de modération de la consommation d'espace et de lu	tte contre
l'étalement urbain	16
1.2 Les Orientations d'Aménagement et de Programmation	17
1.2.1 Présentation des OAP thématiques	17
1.2.2 Présentation des OAP sectorielles	18
1.3 Règlement	20
1.3.1 Le champ d'application du règlement graphique	20
1.3.2 La zone urbaine	20
1.3.3 La zone à urbaniser	24
1.3.4 La zone agricole	25
1.3.5 Les zones naturelles	27
Evolution des surfaces entre le PLU approuvé en 2007 et le PLU Révisé	29
CHAPITRE 2 ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	31
2.1 Introduction sur l'évaluation environnementale	32
2.1.1 Synthèse milieux physique et naturel, la biodiversité et le climat	32
2.1.2 Synthèse sur l'analyse de la capacité du tissu urbain et des dynamiques foncières	32
2.1.3 Synthèse sur le paysage et le patrimoine	33
2.1.4 Synthèse sur la gestion des ressources, énergies et réseaux	33
2.1.5 Synthèse sur les risques, pollutions et nuisances	
2.1.6 Synthèse sur le volet « mobilité »	34
2.2 Synthèse des incidences et des mesures du PLU par thématique présentée	35
2.2.1 Les principaux enjeux	35
2.2.2 Les impacts et mesures	35
CHAPITRE 3 COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES DOCUMENTS DE RANG SUPERIEUR	45
CHAPITRE 4 INDICATEURS D'EVALUATION	48





# CHAPITRE 1 EXPLICATION DES CHOIX RETENUS

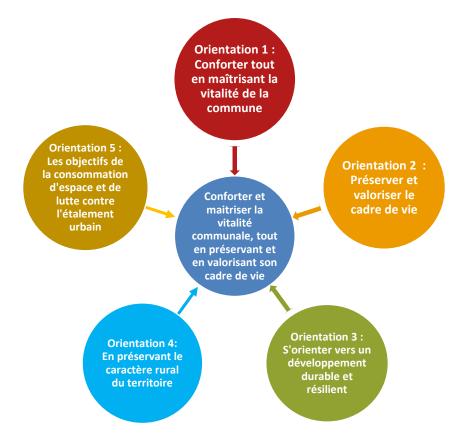




# 1.1 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables

En cohérence avec les enjeux observés sur le territoire, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) fixe des objectifs portés par la commune d'Artannes-sur-Indre et du SCOT de l'agglomération tourangelle actuellement en cours de révision. Les objectifs du PADD sont fixés sur une période de 15 ans s'étalant de l'année 2021 (entrée en vigueur de la loi Climat et Résilience pour la comptabilisation des objectifs de consommation foncière) et à l'année 2035 (soit 10 ans après approbation du PLU).

Le projet de territoire est **articulé autour de 5 grandes orientations** pour atteindre l'objectif principal : **Conforter et maitriser la vitalité communale, tout en préservant et en valorisant son cadre de vie.** 







# 1.1.1 Orientation 1 : Conforter la vitalité de la commune tout en maîtrisant la vitalité de la commune

# 1.1.1.1 Objectif 1 : Conforter la vitalité de la commune

La commune d'Artannes-sur-Indre se démarque par son dynamisme, notamment en lien avec ses associations, ses commerces, ses services et équipements. Ainsi, les élus souhaitent les soutenir afin de ne pas laisser la commune dériver vers une commune « dortoir ».

Ils souhaitent préserver les commerces de la commune en évitant notamment le changement de destination de ces derniers sur les rues commerçantes, engendrant une dévitalisation du centre-bourg. En parallèle des commerces, les élus souhaitent préserver les secteurs de services, notamment en lien avec l'offre de soins médicaux confortable de la commune.

Les élus sont conscients que l'équilibre de la population ne pourra se faire que si la démarche est intégrale. Ainsi, en plus des orientations liées aux logements, les élus souhaitent renforcer « l'intergénérationnel » par un développement de l'offre en équipements et services à destination de la petite enfance et des soins aux personnes âgées. Les élus font le constat que leur territoire communal est en déficit d'équipements liés à la petite enfance vis-à-vis du territoire intercommunal. Ils ne portent pas de projet spécifique mais souhaitent se donner l'opportunité de le faire.

Ils souhaitent renforcer la vitalité urbaine en accentuant les liens entre les zones d'habitats et le centre bourg. Ainsi la priorité est la densification urbaine du bourg et des secteurs de hameaux à proximité. Dans un second temps, ils souhaitent développer l'habitat dans la continuité du bourg existant et travailler la perméabilité des zones d'habitat (existantes ou nouvelles) avec le centre-bourg, notamment via le développement des connexions piétonnes.

#### 1.1.1.2 Objectif 2 : Le centre bourg, cœur de la vitalité artannaise

Le dynamisme de la commune doit s'exprimer dans son cœur, c'est-à-dire dans le centre bourg. Les élus souhaitent, sur le long terme, porter une réflexion sur leur centralité, qui pourra conduire au portage de nouveaux projets. Le stationnement est présent sur la commune mais insuffisant et ne répond pas au besoin. Ainsi, il sera question de s'interroger sur les besoins, sur la spatialisation des stationnements et sur leur capacité de mutualisation dans l'esprit d'optimisation du foncier.

Enfin, la dynamique du centre bourg résulte de sa fréquentation, notamment en lien avec les commerces et services existants, mais aussi avec le caractère touristique de la Vallée de l'Indre. Ainsi, sa perméabilité est essentielle à son dynamisme.

# 1.1.1.3 Objectif 3 : Accueillir une nouvelle population et diversifier l'offre de logements

4 scénarios de développement ont été étudiés par les élus dans le cadre du projet de développement :

Le scénario 1 se base sur une stabilisation de la population.



- **Le scénario 2** correspond à une évolution similaire des dernières années (2008-2018) soit une **progression de 0,39% par an**.
- Le scénario 3 correspond à la croissance un peu plus importante du début des années 2000, soit une progression de 0,87 % par an.
- Le scénario 4 se base sur la croissance constatée entre 1968 et 1980, correspondant à l'une des phases les plus importantes de croissance de la commune, représentant une progression de 1,22% par an.

	R		ements pop	ulation	Evolution de la population			
		1999	2008	2019		A horizon	2035	
			Scénario		SC1	SC2	SC3	SC4
		Tau	x de croissanc	e projeté>	0%	+ 5,2%	+ 14,9%	+ 21,5%
		Nom	bre d'habitant	s projeté>	2649	2787	3044	3219
	Taux de croissance annuel constaté entre les périodes 1999/2008 - 2008/2019		1,55%	0,49%	0,00%	0,32%	0,87%	1,22%
E	TAT DES LIEUX ET PRISE EN COMPTE DU DESSERREMENT DES MENAGES							
A	Nombre d'habitants	2 184	2509	2649	2649	2787	3044	3219
В	Résidences principales occupées	801	1013	1120				
C	Nombre de résidences secondaires	42	42	45				
D	Nombre de logements vacants	46	49	71				
E	Nombre total de logements = B+C+D	889	1104	1236				
F	F Part des logements vacants en % = D/E 5,17% 4,44% 5,74%							
G	G Nombre moyen d'occupants par logement sur la commune= A / B 2,73 2,48 2,37 2,						0	
H Besoin en résidences prinicpales strictement lié au desserrement des ménages pour stabiliser le nombre d'habitants = (A / G) - B								
В	ESOIN EN RESIDENCES PRINCIPALES LIE AUX OBJECTIFS DEMOGRAPHIQUES ET AU DESSERREI	MENT DES M	ENAGES					
I	I Nombre de résidences principales occupées en 2035 = A / G 1152 1212				1212	1323	1399	
J	Besoin en résidences principales strictement lié à la croissance démograp = I - B - H	hique projet	tée		0	60	172	248
к	Besoin total en résidences principales = H + J 32 92					92	203	279
BE	SOIN EN LOGEMENTS LIE AU LOGEMENT VACANT							
L	L Objectif de réoccuper 2% des logements vacants en 2019 = 2% x D							
В	BESOIN EN PRODUCTION DE LOGEMENTS NEUFS							
м	Besoin en production de logement neufs = K - L  Le scénario se base sur une stabilisation du nombre de résidence secondaire					202	278	
N	Besoin en production neuf par an = M / ( 2035	-	2019	)	2	6	13	17

Tableau 1. Tableau prévisionnel de production de logements selon les différents scénarios démographiques

Les élus souhaitent stabiliser et encadrer le développement important des dernières années sur la commune d'Artannes-sur-Indre. C'est pourquoi **le scénario 3 a été retenu**, permettant d'une part de terminer la ZAC en cours d'aménagement sur le territoire communal et de maitriser le développement communal en stabilisant le rythme de construction. Les élus souhaitent maitriser le développement de la population pour faciliter son intégration à la vie artannaise, en cohérence avec ses associations, équipements, commerces et services. Ils ne souhaitent pas l'effet de masse pouvant conduire la commune à une situation dite de « commune dortoir », mais plutôt un développement au fil de l'eau permettant l'intégration progressive de la nouvelle population.

La commune d'Artannes-sur-Indre est confrontée à deux principaux phénomènes :

- Un vieillissement tardif mais rapide de sa population ;
- Un desserrement des ménages plus tardif que certaines communes rurales, mais qui tend à s'accélérer ces dernières années.



Cela implique une évolution des besoins de la population et la nécessité de diversifier l'offre en logements.

Ainsi, les élus souhaitent offrir dans le développement futur une diversité de logements, dans leur forme et leur taille. Entre 2023 et 2035, le besoin en logement exprimé est d'environ 130 (soit en moyenne 13 logements par an) qui se répartissent de la manière suivante :

- 1/ la densification du bourg permettant la réalisation d'environ 60 logements au sein du tissu urbain;
- 2/ le changement de destination des bâtiments en zones agricoles et naturelles qui représente environ 5 nouveaux logements plausibles;
- 3/ la troisième tranche de la ZAC dont le programme permet la réalisation d'environ 60 nouveaux logements, comprenant du logement collectif, mais aussi un équipement public soit environ 50 logements si la densité de 15 logements/ha est appliquée;
- 4/ enfin, à long terme les élus souhaitent se laisser l'opportunité d'étendre la ZAC, en zone 2AU, permettant de répondre à l'évolution de la population et de la demande de logements après 2029, date de fin de concession de la ZAC du Clos Bruneau.

# 1.1.2 Orientation 2 : Préserver et valoriser le cadre de vie de la commune

# 1.1.2.1 Objectif 1 : Préserver la Vallée de l'Indre

La vallée de l'Indre est marquée par un patrimoine naturel remarquable. Le PADD préserve ce patrimoine limitant la constructibilité des espaces et en s'assurant du maintien des activités agricoles qui participent à leur entretien, notamment l'élevage. En effet, dans le diagnostic agricole, quelques sites d'exploitation d'élevage ont été identifiés à proximité de la vallée de l'Indre. Le projet de territoire vise à maintenir ces sites. La vallée se caractérise également par le risque d'inondation, encadré par le PPRi. Le projet de territoire intègre le risque d'inondation, en s'appuyant sur les limites des zones inondables identifiées dans le PPRi.

### 1.1.2.2 Objectif 2 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine

Pour traiter cette orientation, les élus ont commencé par s'interroger sur « qu'est-ce qui fait le patrimoine à Artannes-sur-Indre ? ». Ainsi, les éléments suivants participent au patrimoine et au cadre de vie de la commune :

- Des lieux ;
- Le patrimoine vernaculaire ;
- Le patrimoine bâti;
- La terminologie des voies ;
- Le patrimoine végétal;
- La configuration urbaine des rues.

La commune recense un patrimoine protégé (monument historique) et un patrimoine remarquable. Les élus souhaitent préserver ce patrimoine dans leur projet de territoire. Pour ce faire, ils souhaitent à la fois préserver le patrimoine, qu'il soit bâti ou naturel mais aussi en permettre l'évolution sous conditions pour une meilleur préservation. En effet, cela permet à la population de s'approprier le patrimoine, de le restaurer et de le faire vivre.



Les élus souhaitent profiter de l'élaboration du Plan Délimité des Abords des Monuments Historiques en parallèle du PLU pour l'intégrer dans ce dernier. Cela permettra de clarifier pour les administrés les différentes obligations règlementaires lors d'un dépôt de formalités d'urbanisme en identifiant les secteurs de covisibilité.

# 1.1.2.3 Soutenir le développement touristique

La commune d'Artannes-sur-Indre se situe au sein de la Vallée de l'Indre, site présentant un atout touristique. Les élus souhaitent soutenir le tourisme, notamment en permettant la mise en valeur et le développement des atouts identifiés sur le territoire.

Ainsi 4 secteurs sont identifiés comme pouvant évoluer vers une activité touristique, et un secteur à destination du loisir. Ces STECAL (Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limité) pourront bénéficier de capacité d'aménagement propre à chaque site.

### 1.1.2.4 Objectif 4: Favoriser une densification qualitative du tissu urbain existant

Afin de préserver les espaces agricoles et naturels et de limiter l'étalement urbain du bourg, une gestion raisonnée du foncier déjà urbanisé est nécessaire. Ainsi, la municipalité souhaite favoriser la densification et l'optimisation foncière du tissu urbain.

Suite à un diagnostic foncier (visant à déterminer un potentiel de nouvelles constructions par comblement des « dents creuses », rénovation urbaine ou division parcellaire de terrain déjà bâti), une production d'environ 60 logements a été estimée. Cette estimation prend en considération des taux de rétention foncière. Les élus, conscients que le développement urbain se fera majoritairement par le biais d'initiatives privées, souhaitent sensibiliser les habitants aux enjeux de la densification en incitant à l'optimisation des espaces constructibles.

La difficulté de cette démarche réside dans la capacité à maitriser cette densification. Cette dernière se faisant au sein de multiples secteurs dont les capacités sont très réduites, il n'est pas souhaité par les élus de réaliser des OAP sur des secteurs permettant la construction de 2 ou 3 logements. Le projet de territoire préserve également des poumons verts dans le cœur du bourg afin de préserver la nature en ville et les enjeux écologiques et de résilience climatique.

# 1.1.3 Orientation 3 : S'orienter vers un développement durable et résilient

# 1.1.3.1 Objectif 1 : Renforcer la trame verte et bleue

Artannes-sur-Indre est traversée par la vallée de la l'Indre en son centre, cette vallée est considérée comme réservoir de biodiversité que le projet de PLU préserve.

Pour protéger la trame verte et bleue, le PLU limite le développement des éléments fragmentant. Ainsi, en dehors du bourg et des hameaux densifiables, les nouvelles constructions de logements ne seront plus autorisées (en dehors des logements de fonction nécessaire à l'activité agricole). Le PLU préserve également



les éléments qui facilitent les continuités écologiques, tels que les boisements, les zones humides, les haies bocagères ...

# 1.1.3.2 Objectif 2 : Développer la nature en ville

Ces démarches favorisent la biodiversité, les ilots de fraicheur et l'infiltration des eaux pluviales. Les élus souhaitent conserver une qualité de vie du centre bourg, qui passe notamment par la préservation d'espaces de respiration en réponse à la densité. Ils ne souhaitent pas mettre ces éléments sous cloche, mais les intégrer au tissu urbain comme une réelle composante de l'aménagement. Ainsi il est souhaité que ces espaces puissent participer à l'amélioration du cadre de vie par un rôle récréatif ou comme une opportunité d'accompagnement des déplacements doux.

La commune s'est déjà engagée dans une réflexion écologique de son bourg, en mettant en place notamment le programme « je jardine mon village », incluant les plantations fleuries en pied de façade. Les élus souhaitent que le développement de la commune se fasse en cohérence avec la biodiversité urbaine qu'elle présente.

# 1.1.3.3 Objectif 3 : Prendre en compte les risques pour un urbanisme résilient

L'Etat Initial de l'Environnement (EIE) a permis de mettre en avant les risques et nuisances présents sur le territoire. Le risque majeur sur la commune correspond au risque inondation. Conscients de ces enjeux pour les biens et les personnes, les élus ont décidé par principe de précaution, de l'intégrer à la réflexion menée sur l'aménagement communal et dans les choix de développement. En outre, le règlement permettra d'avertir les pétitionnaires de risques présents, comme le risque retrait-gonflement des argiles. L'objectif étant pour les élus de sensibiliser les porteurs de projet au contexte communal.

Une partie du centre bourg est concernée par le risque de remontée de nappe. Ces sites sont exclus des zones constructibles.

Certains sites pollués sont identifiés dans l'état initial de l'environnement. L'occupation du sol est adaptée en fonction des enjeux.

# 1.1.3.4 Objectif 4 : Favoriser les énergies renouvelables tout en assurant la préservation des paysages et de la trame verte et bleue

La transition énergétique est un processus qui se développe à toutes les échelles. Les élus souhaitent permettre aux habitants de se doter de dispositifs de production en énergies renouvelables tout en se préoccupant de leur bonne insertion dans le paysage.

Le risque inondation limite les possibilités d'installations industrielles. Les élus envisagent néanmoins d'encadrer les possibilités d'installations des parcs éoliens ou solaires selon les enjeux écologiques et paysagers présents. Les bâtiments agricoles, de type hangars, offrent des surfaces de toiture intéressantes pour les installations solaires. Par conséquent, le projet d'aménagement du territoire autorise les installations sur les sites d'exploitations agricoles.





# 1.1.3.5 Veiller au bon fonctionnement des réseaux et aux économies d'énergie

Avec l'objectif communal d'un aménagement durable et raisonné, les élus ont souhaité prendre en compte de nombreux critères sur l'urbanisation des zones, notamment la prise en compte des réseaux. C'est l'un des éléments qui guide le choix des secteurs d'extensions. Les élus ont souhaité poursuivre les aménagements de la ZAC, que ce soit pour la zone 1AU comme pour la zone 2AU, permettant ainsi d'optimiser les réseaux existants.

# 1.1.3.6 Développer une réflexion sur la mobilité à l'échelle de la commune et en lien avec le territoire à plus grande échelle

Le développement des mobilités dites « douces » doit se faire en cohérence avec le développement de la commune. Les élus ont souhaité recentrer le développement de la commune via la densification du centre bourg, le développement de la ZAC, et la densification des secteurs urbains les plus proches du centre bourg.

En ce sens, ils souhaitent à la fois renforcer les connexions douces entre les hameaux densifiables les plus proches, mais aussi accentuer les perméabilités piétonnes du centre bourg.

Le secteur de la Baudinière est en cours de travaux en vue de sa piétonnisation, ces travaux pourront se poursuivre dans l'objectif d'une continuité douce vers le centre bourg et ses équipements, notamment via la ZAC du Clos Bruneau.

Au sein du centre bourg, des continuités piétonnes existent. Il est essentiel dans un premier temps de les préserver et de les utiliser comme socle au développement des perméabilités du bourg. L'objectif étant de faciliter les déplacements piétons ou vélos en lieu et place de la voiture.

Les futurs aménagements de quartier, que ce soit dans le cadre de la densification ou de l'extension urbaine doivent intégrer ces enjeux piétons et concourir à la perméabilité piétonne du bourg.

Les élus expriment une vraie difficulté au traitement du carrefour liant l'Avenue de la Vallée du Lys et la rue du Commerce. Ce nœud routier présente un caractère dangereux, que ce soit pour les véhicules comme pour les piétons. Les élus souhaitent donc se laisser l'opportunité d'un éventuel projet, en lien avec le Département, pour le traitement de ce carrefour, permettant notamment de redonner une place au piéton, tout en conservant la vitrine et la terrasse du bar, qui sont des éléments essentiels à la vie artannaise.

Enfin, les élus sont attachés au projet de voie douce reliant la commune à celle de Monts. Un projet a déjà été mis à l'étude mais a été refusé en subventions à la Région en raison des difficultés à traiter le passage de l'Indre notamment en lien avec les aménagements existants, trop exiguës pour aménager une voie douce sécurisée. La réfection de la RD17, support principal de cette voie douce est à l'étude. Les élus souhaitent profiter de cette opportunité pour réinterroger le projet de voie douce, qui s'inscrit notamment dans le développement touristique de la Vallée de l'Indre.





# 1.1.4 Orientation 4 : En préservant le caractère rural du territoire

# 1.1.4.1 Soutenir l'activité agricole

Les activités agricoles, au-delà de l'entretien du paysage, sont des activités économiques à part entière et participent au cadre de vie, notamment par les ventes directes à la ferme. Les élus désirent donc par le règlement écrit permettre le maintien des activités existantes ou en projet, ainsi que leur développement et/ou diversification (nouveaux bâtiments, nouvelles activités, ...) dès lors qu'elles sont en lien avec l'activité agricole présente.

Le territoire communal d'Artannes-sur-Indre est composé majoritairement de terres agricoles, de prairies et de boisements. Le territoire ne recense que quelques exploitations, notamment de l'élevage, qui est essentiel de préserver. Aussi, les élus communaux ont décidé de protéger les terres agricoles par un zonage, avec l'utilisation des zones agricoles (A) et d'éloigner les secteurs de projet d'habitat des exploitations agricoles.

Par ailleurs, compte-tenu de la spécificité communale (nombreux lieux-dits), les élus ont pris en compte dans le choix de la valorisation du bâti par le changement de destination la proximité avec une exploitation agricole. Aussi, aucun changement de destination d'un tiers n'est projeté à proximité d'un site d'exploitation. Le diagnostic agricole présent dans le rapport de présentation permet de localiser l'ensemble des bâtiments agricoles.

# 1.1.4.2 Permettre d'habiter en milieu rural

Les élus souhaitent répondre à l'ensemble des besoins et demandes en termes de logements. Ainsi ils ont souhaité permettre de nouvelles implantations ponctuelles dans les hameaux. Néanmoins, ils ont concentré leur réflexion sur les hameaux structurés, desservis par les réseaux, et les plus proches du centre bourg.

Le changement de destination des bâtiments en secteurs naturels et agricoles est une autre réponse aux demandes d'habiter en campagne, dans des maisons avec du terrain. Ainsi, les élus ont identifié 21 bâtiments dont le changement de destination sous conditions pourrait être recevable. Seules deux demandes ont émergé sur ces bâtiments. Ainsi cette offre ne peut qu'être complémentaire au développement de la commune et les élus estiment que seuls 4 ou 5 de ces bâtiments changeront réellement de destination et deviendront de vraies habitations à l'horizon 2035.

Permettre d'habiter en zone agricole ou naturelle, c'est aussi créer de nouvelles difficultés, comme celles liées à la cohabitation entre l'agriculture et l'habitation. Ainsi les élus estiment essentiel de travailler sur les franges entre les secteurs agricoles et les secteurs « habités ».





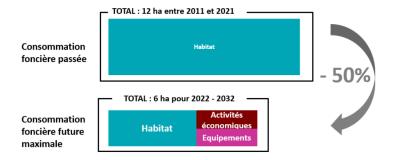
# 1.1.5 Orientation 5 : Les objectifs de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain

# 1.1.5.1 Tendre vers une densité minimale d'opérations de 15 logements par hectare sur la commune

Avec l'objectif de préserver les espaces naturels, agricoles ou forestiers, mais aussi d'optimiser la consommation foncière, les élus ont décidé de fixer un objectif de densité minimale de 15 logements par hectare pour les opérations en extension de l'urbanisation.

# 1.1.5.2 Viser un développement en trois temps

Les élus ont travaillé les objectifs de consommation foncière par rapport à l'analyse des 10 dernières années, au document d'urbanisme existant, et à la politique communale sur le foncier. La consommation foncière d'Artannes-sur-Indre entre 2011 et 2021 est de l'ordre de 12 ha dont la grande majorité dédiée à l'habitat (96%).



De 2022 à 2032 cela représente une enveloppe maximale

d'environ 6 ha en extension urbaine pour l'habitat, les activités économiques et les équipements

Figure 1. Enveloppe foncière disponible

Le diagnostic foncier identifie la possibilité de réaliser environ 60 logements en densification du bourg et des enveloppes urbaines des hameaux où la densification est permise.

La troisième et dernière tranche de la ZAC, représentant environ 3.5 ha, permettra conformément au programme de produire entre 60 et 70 logements supplémentaires d'ici 2029, qui représente la fin de concession et la date d'achèvement de la ZAC.

Ainsi ce projet de PLU réduit de plus de 50% sa consommation d'espace d'ici 2031, et répond ainsi à l'un des objectifs principaux de la Loi Climat et Résilience.

Puisque la ZAC tranche 3 est la seule zone d'extension du bourg, au-delà de 2029, les nouvelles constructions ne pourront se faire qu'en densification de l'existant, sans aucune certitude sur la faisabilité des projets et la rétention foncière. Ainsi, les élus souhaitent s'autoriser la réflexion d'un développement au-delà de 2029 en fonction de l'évolution de la population. Afin d'assurer une cohérence d'aménagement et une optimisation





des réseaux existants, les élus souhaitent organiser un développement à plus long terme dans la continuité de la ZAC existante. Cela se traduit par le développement d'une zone 2AU d'environ 3.5 ha en extension de la ZAC existante.



Figure 2. Vue aérienne des secteurs d'extensions

La municipalité ne dispose pas de la compétence développement économique et n'a donc pas de demande spécifique concernant le développement économique du territoire. Le développement des commerces et services se fera via le biais de la reconversion ou réhabilitation de bâtiments en centre bourg.

# 1.2 Les Orientations d'Aménagement et de Programmation

Le PLU d'Artannes-sur-Indre **compte quatre OAP sectorielles et trois OAP thématiques**. De manière générale ces orientations imposées sur ces OAP sont définies de manière à poursuivre les objectifs affichés au PADD, que ce soit en matière de qualité des projets, d'intégration dans leur environnement, des besoins en logements observés sur la commune, de développement économique, de préservation par rapport aux risques, etc.

# 1.2.1 Présentation des OAP thématiques

Le PLU de Artannes-sur-Indre comporte 3 OAP thématiques :

**Trame verte et bleue et continuité écologiques :** cette OAP a pour but de définir les objectifs en matière de préservation et de mise en valeur de la trame verte et bleue. Les orientations et recommandations sont définies à l'échelle du territoire, des projets d'aménagement et à l'échelle du logement.

**Energies renouvelables :** l'OAP thématique « Energies renouvelables – dispositifs solaires » encadre la mise en place de dispositif dit d'énergies renouvelables sur l'ensemble du territoire communal en ce qui concerne les énergies solaires.

**Densification :** cette OAP thématique a pour but de favoriser la densification de l'enveloppe urbaine de la commune en préconisant des implantations et une gestion des espaces permettant d'optimiser la mobilisation du foncier tout en préservant la qualité de vie des habitants.



#### 1.2.2 Présentation des OAP sectorielles

4 secteurs considérés comme stratégiques font l'objet d'une OAP dont tous sont dédiés à la création de logements ou à vocation mixte, 3 sites sont situés au sein de l'enveloppe urbaine, le dernier est en extension de cette dernière.

- Malvoisie
- Rue du Clos Bruneau
- La Petite Louée
- Secteur école (Tranche 3 ZAC)

Au total ce sont 87 logements minimum qui seront potentiellement réalisés sur ces OAP.

Une densité minimale de 15 logts/ha est imposée sur les secteurs en logements en compatibilité avec le PADD sur l'ensemble des secteurs d'urbanisation à venir.

Dénomination du secteur	Typologie urbaine	Vocation principale	Surface aménageable ( ha) dont surface mobilisable à vocation d'habitat	Densité brute moyenne*	Nb de logements minimum projeté
Malvoisie	Densification	Habitat	1 ha	15 log/ha	15 logements
Rue du Clos Bruneau	Densification	Habitat	0,8ha	15 log/ha	13 logements
La Petite Louée	Densification	Habitat	0,3 ha	15 log/ha	4 logements
Secteur de l'école (T3 ZAC)	Extension	Mixte habitat / équipement public	3,5 ha	15 log/ha	55 logements

Tableau 2. Détail des surfaces et du nombre de logements proposés par OAP

Les OAP présentent un reportage photographique et des orientations d'aménagement visant à atteindre des objectifs qualitatifs et quantitatifs, puis traduites sur une carte du site pouvant intégrer quelques parcelles environnantes quand le contexte le nécessite.

Au sein de chaque OAP sectorielle, il est fait référence aux OAP thématiques qui s'appliquent cumulativement.

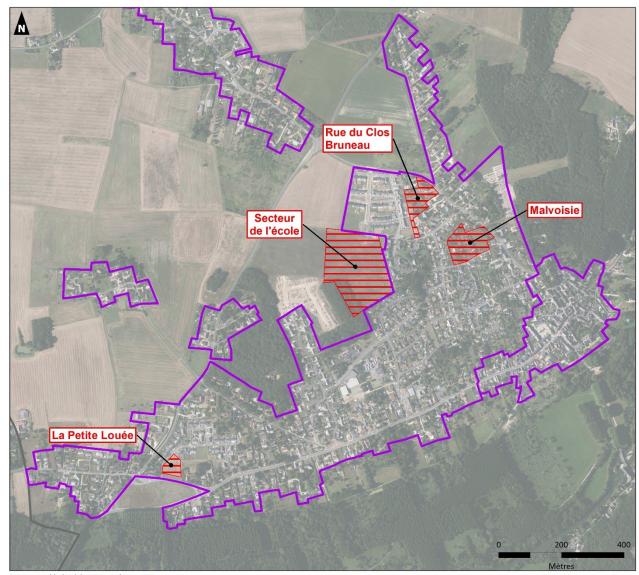




#### Commune d'Artannes-sur-Indre (37) Révision générale du Plan Local d'Urbanisme



# Carte de localisation des secteurs soumis à des Orientations d'Aménagement et de Programmation

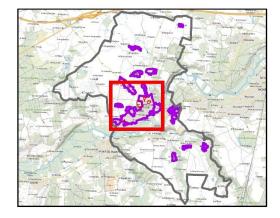


Sources : auddicé Val de Loire - Cadastre - IGN

Réalisation : auddicé Val-de-Loire - août 2024

Partie Actuellement Urbanisée

Secteur soumis à OAP (cf article L.151-6 du Code de l'Urbanisme)







# 1.3 Règlement

# 1.3.1 Le champ d'application du règlement graphique

Le **règlement graphique** découpe ainsi le territoire intercommunal **en zones aux vocations diverses**. L'article L151-9 dispose en effet : « Le règlement délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger. Il peut préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être faits ou la nature des activités qui peuvent y être exercées et également prévoir l'interdiction de construire. Il peut définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées. ».

L'article R.151-17 détermine ainsi 4 zones possibles sur le territoire :

- Les zones urbaines (les zones « U »);
- Les zones à urbaniser (les zones « AU »);
- Les zones agricoles (les zones « A »);
- Les zones naturelles (les zones « N »).

Le principe fondamental dans la délimitation des zones sur le territoire communal est celui de la morphologie urbaine recherchée, quoique les règles puissent différer selon les destinations des constructions autorisées.

#### 1.3.2 La zone urbaine

**Sont classés dans les zones « U », au titre du Code de l'Urbanisme**, « les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter ».

En dehors du bourg d'Artannes-sur-Indre, la commune a fait le choix de permettre une densification des hameaux de taille importante et les plus proches du centre-bourg : la Baudinière, la Huguetterie, la Vallée, la Coquinière.

La zone urbaine correspond au tissu urbain de la commune. Elle est divisée en 4 secteurs :

- Le secteur Ua qui correspond au tissu urbain ancien. C'est une zone déjà urbanisée, à caractère central d'habitat dense, de services et d'activités urbaines où les constructions sont généralement édifiées en ordre continu. Outre l'habitat, elle est destinée à accueillir équipements collectifs, commerces et activités qui contribuent à la vie des habitants de la ville et des quartiers, notamment en confortant l'attractivité des centralités. Elle correspond à la zone de protection des monuments historiques (périmètre délimité des abords).
- Le secteur Ub qui correspond aux extensions urbaines de la commune, souvent sous forme d'opérations d'ensemble affectées principalement à l'habitat pavillonnaire. Il s'agit d'y préserver la mixité des fonctions urbaines avec le développement de l'habitat sous diverses formes (individuels,

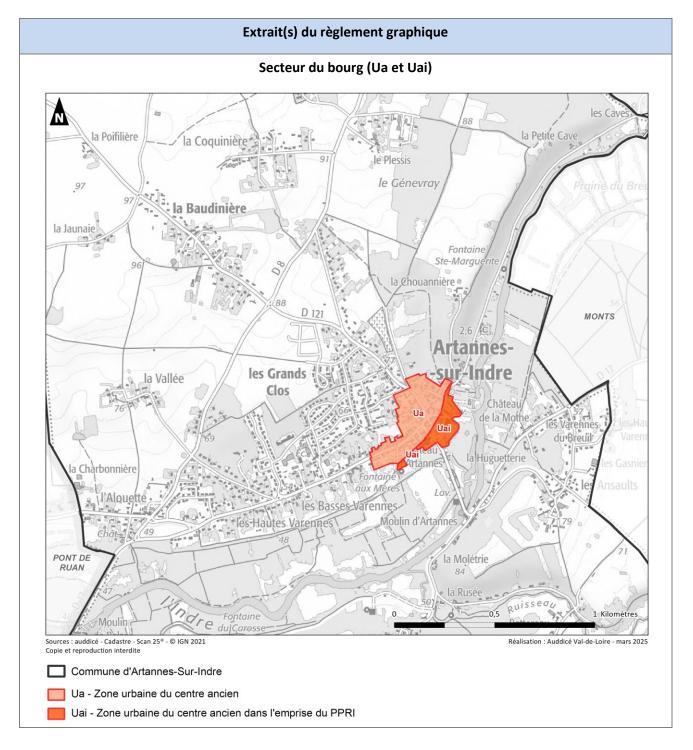




groupés, intermédiaires, collectifs) et également l'accueil d'équipements collectifs, commerces, bureaux. Le secteur se caractérise par une forme urbaine et qualité architecturale plus hétérogène qu'à l'intérieur du secteur Ua.

- Le secteur Ue qui correspond à la zone urbaine vouée à organiser et accueillir les équipements.
- **Le secteur Uh** qui correspond aux zones de hameaux ou d'urbanisation diffuse ou seule la densification par comblement des dents creuses est permise.

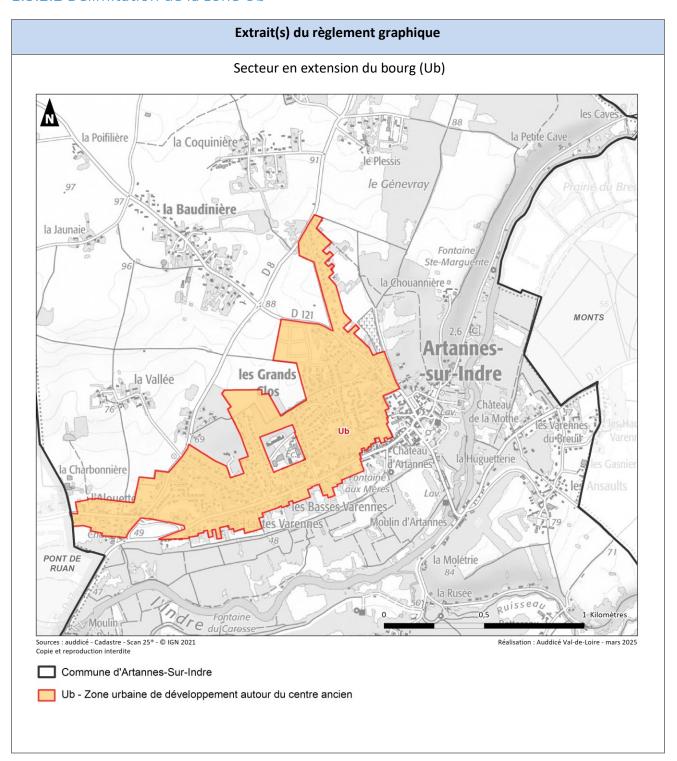
#### 1.3.2.1 Délimitation de la zone Ua







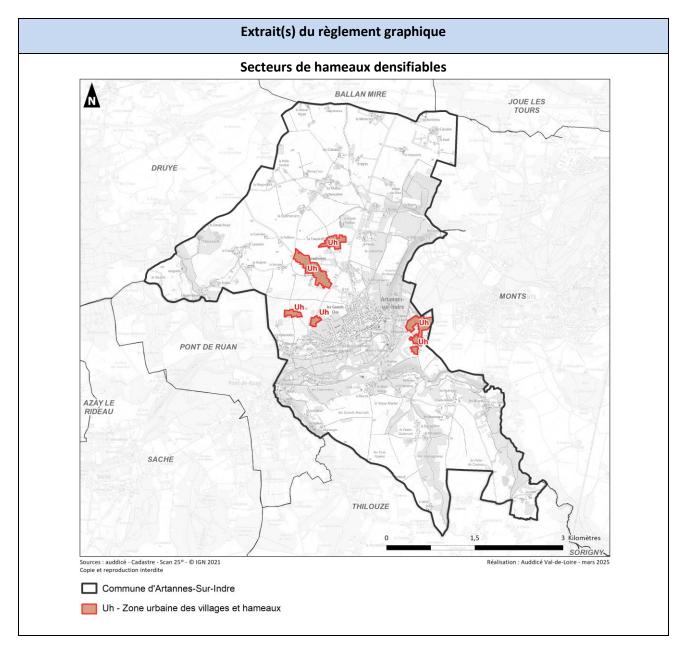
### 1.3.2.2 Délimitation de la zone Ub







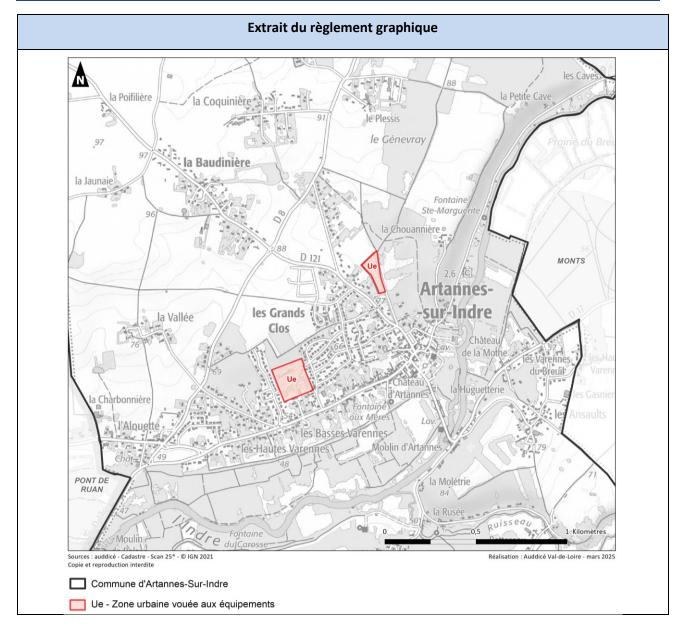
# 1.3.2.3 Délimitation de la zone Uh



# 1.3.2.4 Délimitation de la zone Ue







### 1.3.3 La zone à urbaniser

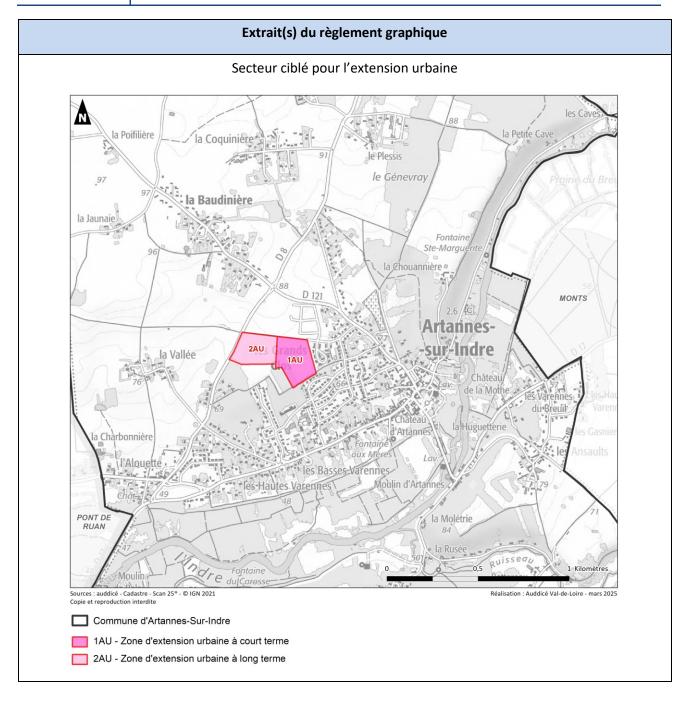
La zone à urbaniser à court terme, zone 1AU, correspond au secteur de développement de la ZAC du Clos Bruneau.

Les dispositions réglementaires applicables à la zone AU comprennent cumulativement :

- Les dispositions écrites conformément à ladite zone ;
- Les dispositions communes applicables à toutes les zones (Chapitre 1 du présent règlement écrit) ;
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation thématiques ;
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles.







# 1.3.4 La zone agricole

La zone agricole a été délimitée afin de reprendre les parcelles représentant un potentiel agronomique ou un enjeu agricole fort en raison de la présence de bâtiments agricoles appartenant à des exploitations en activité. Certaines parcelles agricoles étant concernées par des enjeux éco-paysagers importants, elles sont concernées par la zone naturelle afin de préserver les espaces nécessaires aux continuités écologiques à l'article L151-23 du code de l'urbanisme et permettre l'exploitation forestière. Ce classement ne remet pas en cause les pratiques agraires mais encadre simplement la construction de nouveaux bâtiments pour les raisons évoquées ci-dessus.

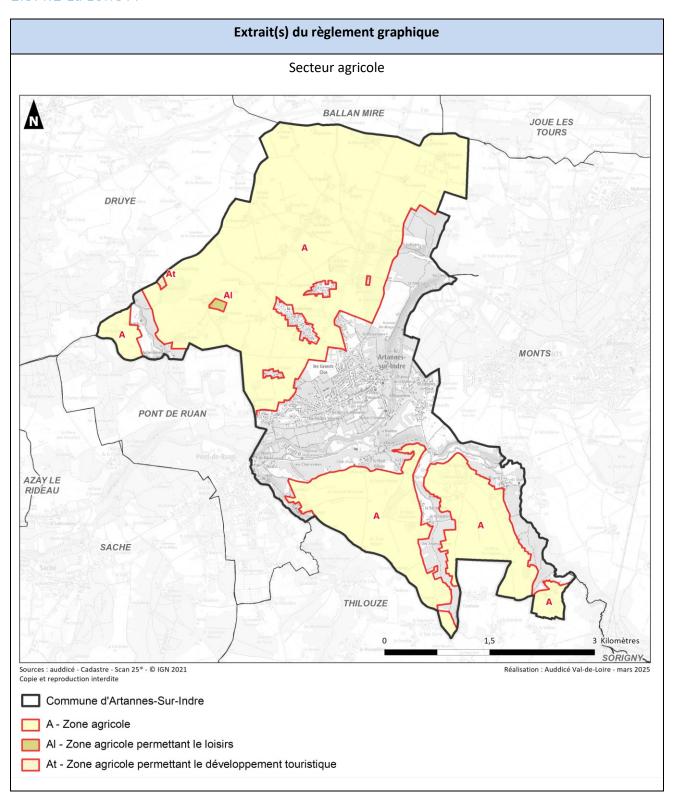
En dehors des Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL), seules les constructions compatibles avec le caractère agricole de la zone peuvent être autorisées. Les extensions et les annexes des





habitations existantes à la date d'approbation du présent PLU sont toutefois autorisées conformément aux lois d'Avenir pour l'Alimentation l'Agriculture et la Forêt (AAAF) et pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (loi Macron).

### 1.3.4.1 La zone A





#### 1.3.5 Les zones naturelles

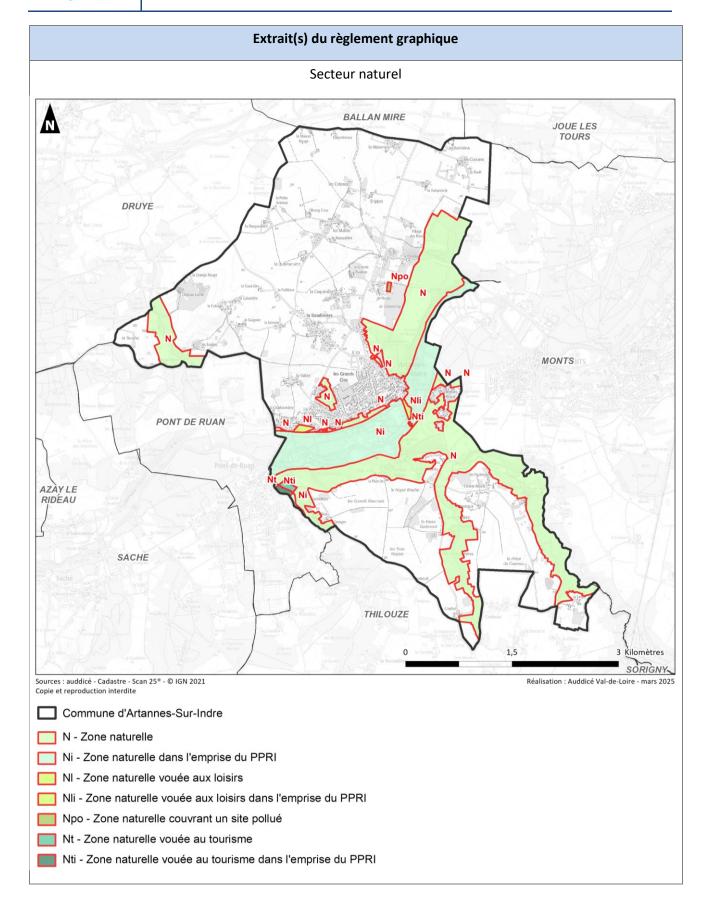
La **zone naturelle** « *N* » couvre des espaces naturels ou forestiers, équipés ou non, qui, compte tenu soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels, doivent être préservés, comme le prescrit l'article R151-24 du Code de l'Urbanisme : « Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages, et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique, ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels ».

Ces espaces présentent des risques importants de dégradations et doivent donc être vigoureusement préservés d'une urbanisation insidieuse. Toutefois, certains aménagements ou certaines constructions peuvent être autorisés, qui permettent leur valorisation et leur ouverture au public, dans le respect de leur vocation naturelle ou forestière et dans un souci de développement durable. La zone N regroupe ainsi les ensembles naturels de la commune. La zone naturelle du PLU de Artannes-sur-Indre comprend 4 sous-secteurs et 2 types de STECAL, délimités sur les bâtiments d'activités existants pouvant nécessiter des extensions et annexes ou pour des projets de développement d'activité sur du bâti existant.

1.3.5.1 La zone N et ses sous-secteurs











#### 1.3.5.2 Les espaces particuliers

Le document graphique est indissociable et complémentaire du règlement. Il définit les zones où sont applicables les règles édictées par le règlement mais, outre la division du territoire en zones, il peut prévoir des dispositions particulières qui viennent en superposition du zonage, conformément aux dispositions prévues par les articles L113-1, L151-11, L 151-16, L151-19, L151-37, L151-6 et R151-31 du Code de l'Urbanisme. A Artannes-sur-Indre, ces espaces concernent les points suivants :

- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation ;
- Les linéaires commerciaux identifiés au titre de l'article R.151-16 du Code de l'Urbanisme ;
- Les bâtiments pouvant prétendre à un changement de destination au titre de l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme;
- Le patrimoine d'ordre bâti et paysager à préserver au titre de l'article L.151-19 du code de l'Urbanisme (bâti remarquable, petit patrimoine, alignement d'arbres...);
- Le patrimoine à préserver pour des motifs d'ordre écologique au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme (mares ; espaces boisés, cours d'eau...).

# **Evolution des surfaces entre le PLU approuvé en 2007 et le PLU** Révisé

Les tableaux ci-dessous permet de visualiser l'évolution des surfaces entre le PLU de 2017 et le nouveau PLU.

Surfaces	avant	révision	du PLU	J en ha
----------	-------	----------	--------	---------

#### Surfaces après révision du PLU en ha

Zone U	133,37	6,3%	126	6%
Zone AU	14,69	0,7%	4	0,2 %
Zone 2AU	23,01	1,1%	4	0,2 %
Zone A	1 382,22	65,2%	1382	65%
Zone N	565,23	26,7%	602	28%
TOTAL <sup>1</sup>	2118	100%	2118	100%

Clámanta idantifiáa au DIII	Surfaces avant révision du	Surfaces après révision du	
Eléments identifiés au PLU	PLU en ha	PLU en ha	

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> La surface totale de la commune est calculée d'après les données du PLU numérisées sur le Géoportail de l'urbanisme en 2020 d'après le zonage de 2017. Le zonage du PLU avant révision a été élaboré sur un référentiel cadastral et une projection cartographique différents de l'actuel cadastre, c'est pourquoi la surface totale de la commune peut différer entre les deux données cartographiques comparées.





Boisement à préserver
Eléments de continuités écologiques à préserver
Emplacement réservé
Espace Boisé Classé
Patrimoine végétal à protéger
Périmètre soumis à Orientation
d'Aménagement et de Programmation
Secteur de mixité sociale
Boisement en limite de zone urbaine à préserver
Boisement et jardins urbains à préserver
Secteur inondable
Mare ou étang à préserver

/	251,29
/	3,22
0 ,57	/
194,79	69,85
6,15	/
16,81	6,58
0,23	1
/	5,01
/	0,79
/	156,30
/	1,88





# CHAPITRE 2 ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE





# 2.1 Introduction sur l'évaluation environnementale

# 2.1.1 Synthèse milieux physique et naturel, la biodiversité et le climat

La commune de Artannes-sur-Indre dispose d'un patrimoine naturel important et est concernée directement par deux ZNIR dont une ZNIEFF de type I « Pelouse du Bois de la Bruère ». Cette richesse écologique est notamment due à la présence de la vallée de l'Indre. Cette dernière couvre une partie centrale de la commune en la traversant d'est en ouest et constitue un réseau essentiel pour le déplacement et l'accueil des espèces aquatiques.

L'élément majeur qui participe à la fragmentation du territoire est le bourg de Artannes-sur-Indre qui freine le déplacement des espèces et engendre de la pollution lumineuse, mais aussi la D8, D17, D121 qui constituent des barrières au nord et au sud de la commune.

#### Enjeux sur le milieux physique et naturel :

- La protection et la valorisation des éléments de patrimoine naturel
- La préservation des prairies
- Les continuités écologiques dans et hors du bourg
- La prise en compte des zones humides dans l'ouverture à l'urbanisation et dans les projets d'aménagement
- L'atténuation des éléments de fragmentation du territoire
- La prise en compte du changement climatique dans les projets d'aménagement

# 2.1.2 Synthèse sur l'analyse de la capacité du tissu urbain et des dynamiques foncières

Selon le portail de l'artificialisation, entre 2009 et 2020, le rythme de consommation foncière était de 1,15 ha/an.

Au total 6 ha ont été bâtis en extension de l'urbanisation.

Concernant le PLU de 2008, il comptait deux zones à urbaniser 1AU, aujourd'hui urbanisée. La zone 2AU, fermée à l'urbanisation, n'est pas été bâtie.

#### Enjeux liés à l'analyse de la capacité du tissu urbain et des dynamiques foncières

- L'estimation des besoins pour les 10 prochaines années en fonction du potentiel restant à bâtir en densification et du développement prévisible sur la commune.
- La densification du bourg



- La rénovation du bâti
- La poursuite de la commercialisation de la ZAC du Clos Bruneau
- L'identification du bâti pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone agricole

# 2.1.3 Synthèse sur le paysage et le patrimoine

La commune de Artannes-sur-Indre est marquée par une diversité d'ambiances et de motifs paysagers, principalement marquée par la vallée de l'Indre, et un plateau agricole plus ou moins ouvert.

Le bourg de Artannes-sur-Indre dispose d'un cadre paysager de qualité avec le passage l'Indre. Depuis les côteaux quelques cônes de vue permettent de d'identifier les éléments identitaires du bourg, et notamment son implantation par rapport à l'Indre et l'église paroissiale Saint-Maurice.

Une évolution urbaine à la fois diffuse et programmée au nord et à l'ouest du bourg, qui s'est structuré sur les axes principaux, et ont conduit à un étalement urbain important.

Des entrées de ville globalement de bonne qualité.

2 monuments historiques (église paroissiale Saint-Maurice, l'ancien Château des Archevêques)

Le bourg de Artannes-sur-Indre sera concerné un **Plan Délimité des Abords, actuellement en cours d'élaboration**.

- Enjeux liés au paysage et au patrimoine
  - La prise en compte des vues liées au relief dans les choix d'urbanisation;
  - L'insertion architecturale et paysagère des futures constructions ;
  - Le maintien de la compacité du bourg et la limitation de l'étalement urbain ;
  - La préservation et la rénovation qualitative du patrimoine bâti ancien ;
  - La mise en valeur des abords de l'Indre.

# 2.1.4 Synthèse sur la gestion des ressources, énergies et réseaux

Artannes-sur-Indre est desservie par la station d'épuration située sur la commune voisine de Saché, au niveau du circuit automobile. Mise en service en 2008, elle a une capacité nominale de 11 500 EH pour une population desservie d'environ 8 103 habitants. La station n'apparait donc pas saturée.

Le territoire est desservi en eau potable grâce aux captages situés sur les communes d'Artannes-sur-Indre, Saché et Thilouze. Cette eau distribuée apparaît de bonne qualité.

Concernant l'énergie éolienne, aucun parc n'est présent sur la commune et cette dernière ne se situe pas dans une zone considérée comme favorable au développement éolien par le Schéma régional éolien du Centre-Val-de-Loire. Pour les autres énergies renouvelables, l'analyse du potentiel de la commune demande des études particulières.



La collecte et le traitement des déchets est gérée par la Communauté de Communes Touraine Vallée de l'Indre. La gestion des déchets différenciée permet de renforcer le recyclage. Aucune déchetterie n'est recensée sur le territoire communal mais les habitants peuvent bénéficier de 3 déchetteries situées à proximité.

La commune ne compte aucune carrière en exploitation.

- Enjeux liés à la gestion des ressources
  - La promotion de l'utilisation des énergies renouvelables sur l'ensemble du territoire
  - La limitation du prolongement des réseaux en extension urbaine
  - L'anticipation de la collecte des déchets dans les futurs aménagements urbains (concentrer l'urbanisation auprès des secteurs de collecte des déchets et prévoir les dispositifs de collecte dans les nouveaux quartiers avec notamment une voirie adaptée, des points de recyclage, etc.).

# 2.1.5 Synthèse sur les risques, pollutions et nuisances

Les risques majeurs sur la commune sont : le risque d'inondation, par débordement et/ou remontée de nappes, et le risque de retrait et gonflement des argiles. La commune est particulièrement impactée par l'aléa inondation, notamment par le débordement de l'Indre. A ce titre, la commune est couverte par le PPRI de la Vallée de l'Indre.

Concernant le risque de retrait et gonflement des argiles, il peut être qualifié de moyen à fort sur une grande partie de la commune.

La commune est concernée par 1 ICPE, en fin d'exploitation, et 3 ICPE agricoles.

La commune n'est pas concernée par une zone de bruit.

■ Enjeux liés aux risques, pollutions et nuisances

La prise en compte des différents risques dans les choix d'urbanisation.

# 2.1.6 Synthèse sur le volet « mobilité »

La commune est traversée par **plusieurs routes départementales** qui convergent vers le centre-ville, assurant ainsi une parfaite desserte de ce dernier. En contrepartie, ces axes entrainent aussi des enjeux de coupures urbaines, de nuisances, de pollution et de sécurité.

La commune d'Artannes-sur-Indre est dotée d'une ligne de transport en commun régulière du réseau Rémi qui dessert quatre points de la commune et relie cette dernière à Tours. Cette ligne présente des fréquences de services plutôt moyennes qui ne permettent pas d'être une réelle alternative à la voiture individuelle





dans la vie quotidienne, néanmoins, ils sont essentiels pour les résidents de la commune ne bénéficiant pas d'une voiture.

La commune présente donc une forte dépendance à la voiture, et les sentiers piétons sont avant tout destinés à la pratique touristique.

#### Les enjeux liés à la mobilité

- Le développement des modes doux (notamment cyclables) pour les mobilités du quotidien au sein du bourg mais aussi vers les communes voisines, et notamment les déplacements domiciles travail ;
- Le développement de la recharge électrique ;
- La pacification de la circulation routière dans le bourg ;

# 2.2 Synthèse des incidences et des mesures du PLU par thématique présentée

# 2.2.1 Les principaux enjeux

Les principaux enjeux environnementaux du PLU de Artannes-sur-Indre résident dans les choix de développement effectué par la commune.

Rappelons tout d'abord que le projet de PLU de Artannes-sur-Indre s'inscrit pleinement en adéquation avec les objectifs d'accueil de nouveaux habitants, de production de logements et de consommation foncière inscrits dans le SCoT de l'Agglomération Tourangelle.

Les choix de développement opérés ont pris en compte la contrainte communale majeure : le risque inondation lié à l'Indre et son affluent le Montison.

# 2.2.2 Les impacts et mesures

Une analyse approfondie des impacts environnementaux du projet de développement communal permis par le PLU a été menée. Le niveau d'impact pour chaque thématique a été noté sur une échelle de 3 valeurs : incidence faible, modérée, forte.

- Incidence faible,
- Incidence modérée,
- Incidence forte.



# 2.2.2.1 Les principaux impacts identifiés

#### Les incidences liées à la consommation foncière :

La commune ayant peu de possibilité de densification de son tissu urbain existant, déjà dense et contraint à la par le PPRi Vallée de l'Indre. Ainsi le développement de la commune doit s'appuyer sur une extension urbaine en continuité du centre bourg, déjà intégrée par le programme de la ZAC du Clos Bruneau, tout en intégrant un objectif de réduction de 50% de la surface consommée les 10 dernières années. La commune a décidé de poursuivre la réalisation de la ZAC avec l'urbanisation de la tranche 3 de l'ordre de 3,5 ha, répondant ainsi à l'objectif de « climatisation de son projet ». Seulement, 4 secteurs de hameaux seront densifiables, pour les autres hameaux seules les évolutions de l'existant y seront possibles, sous conditions.

Un certain nombre de mesures d'évitement ou de réduction ont été prises pour réduire au maximum ces incidences.

Dans le cadre du PLU et pour l'ensemble des secteurs de développement urbain identifié (dents creuses et extension), une incidence forte est retenue vis-à-vis de la consommation foncière, puisqu'il projette un développement au maximum de l'enveloppe foncière dessinée par la Loi Climat et Résilience. Cependant il est estimé une incidence modérée au regard des efforts fait par les élus en protégeant les éléments naturels au sein de l'enveloppe urbaine mais aussi en augmentant la diversification de l'offre en logements en programmant des logements plus petits et moins consommateurs d'espace.

#### Les impacts liés à la ressource en eau

A travers les mesures inscrites dans le règlement écrit et graphique, aucune incidence négative sur la ressource en eau, que ce soit en qualité ou en quantité n'est attendue. Des mesures complémentaires sont également inscrites au volet biodiversité et à la préservation du patrimoine naturel venant renforcer la préservation de la ressource.

La limitation de l'imperméabilisation et les prescriptions liées à la gestion des eaux pluviales seront de nature à avoir une incidence positive sur l'infiltration des eaux.

Dans le cadre de la révision du PLU, un impact faible est retenu concernant l'impact sur la ressource en eau.

#### Les impacts liés à la biodiversité et aux continuités écologiques

Les principaux secteurs de projet ont bénéficié de prospections écologiques et de diagnostic écologique permettant de définir les enjeux de chaque site, les impacts du PLU et les mesures à mettre en œuvre. Les impacts résiduels sont au plus majorant de niveau faible.

Dans le cadre de l'élaboration du PADD, les secteurs pressentis pour une urbanisation programmée ont fait l'objet de prospections écologiques en mai 2023 :

• Secteur « route de Ballan-Miré » ;





- Secteur « rue du Clos Bruneau » ;
- Secteur « Rue du Malvoisie » ;
- Secteur « rue des Petits Clos » ;
- Secteur « rue des vignes » ;
- Secteur « Les Hautes Varennes » ;
- Secteur « La petite Louée ».

Le secteur en extension de la tranche 3 de la ZAC du Clos Bruneau n'a pas bénéficié de prospection écologique en raison du dossier ZAC ayant déjà fait l'objet d'une étude d'impacts en 2013.

Les enjeux des principaux secteurs ont été évalués, permettant de définir les enjeux de chaque site, les impacts du PLU et les mesures à mettre en œuvre. Les impacts résiduels sont au plus majorant de niveau faible.

Le PLU a mis en œuvre une politique de protection renforcée de la biodiversité que ce soit à travers son règlement écrit ou graphique en protégeant les composantes de son patrimoine naturel : zones humides, cours d'eau, haies, boisements.

De plus, le PLU s'est doté d'une OAP encadrant la valorisation des continuités écologiques s'appliquant à plusieurs échelles du territoire : commune, aménagements, logements.

Enfin, toutes les OAP sectorielles bénéficient de mesures permettant de valoriser le patrimoine naturel présent et de renforcer le couvert végétal.

Suite à l'application des différentes mesures, les impacts résiduels ont été déterminés comme faibles sur l'ensemble des secteurs étudiés.

Dans le cadre du PLU, un impact faible est retenu concernant l'impact sur la biodiversité et les continuités écologiques pour l'ensemble des secteurs de projets.

#### Les impacts liés à l'activité agricole

Le projet de PLU n'occasionne pas d'incidences complémentaires majeurs par rapport au PLU en vigueur.

Les exploitations agricoles sont relativement éloignées du bourg. L'essentiel des exploitations est localisé sur le plateau agricole, sur les 2/3 nord de la commune.

Les STECAL de la zone A et N sont plus ou moins éloignés des sites d'exploitation agricole. Le STECAL Al est créé afin de permettre le développement des activités de loisirs en lien avec la présence des écuries sur ce secteur.

Enfin, les 21 bâtiments ont été retenus en changements de destination (zone A ou N), qui peuvent induire la création de logements en dehors des secteurs retenus (gîtes ou chambre d'hôtes). Ces bâtiments sont situés pour la plupart à plus de 100 mètres des bâtiments d'activité agricole actifs et l'ensemble en dehors des zones de risques.



Dans le cadre de la révision du PLU, l'incidence sur l'activité agricole peut être considérée comme modérée pour deux raisons :

-une incidence qui reste non négligeable sur la consommation d'espace, puisque 4ha sont consommés pour le projet de développement ;

-une incidence positive sur la préservation des surfaces agricoles en permettant de maintenir la surface agricole totale à un ha près par rapport à l'ancien PLU. Les zones naturelles ont augmenté quant à elle d'environ 60ha.

#### Les incidences liées au paysage et au patrimoine

Les secteurs d'OAP projetés n'auront pas vocation à impacter le patrimoine bâti et naturel local. Rappelons que c'est dans le centre-bourg que la majorité des constructions sont projetées ou en continuité du tissu urbain existant.

Les dispositions prévues par le PLU (règlement écrit et graphique, zonage, OAP ...) permettent de préserver et de valoriser le patrimoine bâti et le patrimoine naturel communal, et permettent de favoriser l'intégration de nouvelles constructions sans dégrader les entrées de ville.

Concernant la valorisation du patrimoine végétal existant ainsi que son développement a un double objectif de proposer un cadre de vie de qualité et de proposer des espaces rafraichissants en milieux urbains.

Dans le cadre de la révision du PLU, une incidence faible est estimée concernant l'impact sur le patrimoine bâti, sur le patrimoine naturel et sur les entrées de ville.

#### Les incidences liées aux risques naturels

Tous les secteurs d'OAP sont localisés en dehors des zones de risques inondation (remontées de nappes et zones inondables de l'Indre et du Montison.

Dans le cadre du PLU, un impact faible est retenu vis-à-vis de l'aléa inondation par débordements de cours d'eau ou par remontées de nappes pour l'ensemble des secteurs de projet.

En raison de son caractère diffus sur l'ensemble de la commune, l'évitement du risque retrait-gonflement des argiles n'est pas possible. Dans le cadre du PLU, la règlementation en vigueur sera appliquée pour toutes les nouvelles constructions.

Dans le cadre du PLU, un impact modéré est retenu vis-à-vis de l'aléa retrait-gonflement des argiles pour l'ensemble des secteurs de projet.





En raison de son caractère diffus sur l'ensemble de la commune, l'évitement du risque sismique n'est pas possible. Le risque sismique a été défini comme faible sur la commune de Artannes-sur-Indre.

Dans le cadre du PLU, une incidence faible est estimée vis-à-vis du risque sismique.

En ce qui concerne le risque de feux de forêts, les secteurs d'OAP et les secteurs de développement n'ont pas été projetés aux abords de boisements. La commune a mis en œuvre un système de gestion de lutte contre les incendies. Les différents secteurs de projet ne sont pas de nature à aggraver le risque feux de forêt identifié sur la commune.

Dans le cadre du PLU, une incidence faible est estimée vis-à-vis du risque feux de forêt

En raison de son caractère diffus sur l'ensemble de la commune, l'évitement du risque radon n'est pas possible. Pour rappel, le risque radon a été défini comme faible sur la commune de Artannes-sur-Indre.

Dans le cadre du PLU, une incidence faible est estimée vis-à-vis du risque radon.

#### Les incidences liées aux risques technologiques

L'ensemble des secteurs d'OAP sont localisés en dehors des zones de risques industriels, technologiques ou de transports de matières dangereuses.

Les secteurs d'OAP ne sont pas localisés au droit de sites pollués ou potentiellement pollués.

Enfin, les secteurs d'OAP ne sont pas concernés par des infrastructures routières ou ferrées gérant un impact sonore et imposant un traitement vis-à-vis des voies. La création des filtres paysagers permettra également de proposer un filtre sonore en milieu urbain.

Dans le cadre du PLU, un impact faible est retenu vis-à-vis risques industriels, technologiques, de transports de matières dangereuses pour l'ensemble des secteurs de projet.

Dans le cadre du PLU, un impact nul est retenu vis-à-vis du risque pollutions des sols et à la pollution sonore pour l'ensemble des secteurs de projet.

#### Les incidences liées aux réseaux

L'accueil de 400 nouveaux habitants à l'horizon 2035, n'est pas de nature à avoir des incidences négatives sur la gestion de l'assainissement et les capacités d'adduction en eau potable. Néanmoins au regard de la projection démographique de 400 habitants supplémentaires et de la capacité de la STEP de la Châtaigneraie l'impact est modéré.





Le réseau d'eau pluviale n'est pas exhaustif sur la commune et des ajustements seront à opérer pour desservir certains sites de projets.

Enfin, tous les secteurs d'OAP ont déterminé la nécessité d'assurer la défense incendie de la totalité des constructions.

Dans le cadre du PLU, un impact fort est retenu vis-à-vis du réseau d'assainissement et d'eau potable pour l'ensemble des secteurs.

Un impact faible est retenu pour la gestion des eaux pluviales dans la mesure où toutes les OAP ont identifié des mesures à mettre en œuvre.

Enfin un impact faible est retenu vis-à-vis du réseau de défense incendie dans la mesure où toutes les OAP bénéficieront d'une solution de défense.

#### Les incidences liées au climat, l'énergie et la mobilité

Sur le volet mobilité, les extensions urbaines et les changements de destination des sols sont généralement des actions qui génèrent des émissions de GES.

De ce fait, le projet de PLU contribue grandement à la réduction des émissions de GES associées. A travers la remobilisation du foncier urbain localisée dans un rayon proche du centre-bourg de Artannes-sur-Indre, la mobilité de proximité sera facilitée. Pour autant, la commune est très peu desservie en transports en commun. De ce fait, une attention particulière devra être portée sur la gestion des nouveaux flux de véhicules apportées par les futures installations de ménages.

Les secteurs d'OAP ont apporté également des pistes de solutions vis-à-vis de l'adaptation au changement climatique. La réalisation d'îlot de fraîcheur ou le maintien d'espaces végétalisés dans les secteurs de projet témoignent de cet engagement.

Enfin, en ce qui concerne le sujet de l'énergie, des projets sont en cours à l'échelle intercommunale dans le cadre du PCAET de la Communauté de Communes, PCAET que le PLU prend en compte dans son projet de développement.

Dans le cadre du PLU, un impact faible est retenu vis-à-vis du climat et de l'énergie.

Concernant la mobilité, l'incidence est modérée car de nouveaux flux de véhicules seront forcément générés par ce développement.



#### 2.2.2.2 Les mesures d'évitement

**Consommation foncière** : les élus ont choisi de concentrer l'extension urbaine en poursuivant la réalisation de la tranche 3 de la ZAC du Clos Bruneau pour permettre de répondre au projet de développement de la collectivité tout en réduisant la consommation d'espace, avec un secteur ciblé en 2AU non ouvert à l'urbanisation.

**Activité agricole** : le choix du secteur de développement a intégré la préservation des espaces agricoles. Les critères de définition des bâtiments pouvant prétendre à un changement de destination en zones A et N précisent que les bâtiments doivent se situer à plus de 100 m des exploitations agricoles et ne pas porter atteinte à l'activité agricole.

Biodiversité et continuités écologiques : une seule mesure d'évitement est préconisée. Il s'agit de préserver les emprises à enjeux écologiques via la conservation d'une protection de ces emprises. L'évitement a consisté à protéger et à renforcer les secteurs participant aux continuités écologiques.

Patrimoine et Paysages: Des dispositions ont été prévues au règlement graphique et écrit afin de préserver certains éléments ponctuels: haies, arbres, boisements, parcs et jardins urbains. Concernant les entrées de villes, aucune extension urbaine (du bourg, des hameaux) n'est autorisée dans le PLU. Le PLU s'attache à préserver dans son règlement les principaux éléments patrimoniaux de la commune. L'OAP sectorielle du secteur ZAC du Clos Bruneau Tranche 3 encadre l'insertion paysagère de ce secteur.

**Risques naturels**: Le principal risque sur la commune de Artannes-sur-Indre est le risque d'inondation qui a fortement contraint le développement urbain. Les secteurs de développement ont été définis en dehors des zones inondables.

Risques technologiques et les nuisances : Aucune mesure particulière n'a été nécessaire.

**Réseaux** : Aucune mesure particulière définie. La mise en œuvre d'une défense incendie est un préalable à tout projet.

Mobilité: Les secteurs de projets ont intégré des principes de mobilité douces.

#### 2.2.2.3 Mesures de réduction

**Consommation foncière** : La consommation foncière a été réduite au maximum pour atteindre un seuil maximal de 6ha.

Biodiversité et continuités écologiques : Les études écologiques prévoient la mesure de :

- Favoriser l'implantation de haies diversifiées issues d'essences indigènes locales ;
- Préconiser un aménagement des espaces verts d'espèces indigènes locales et une gestion extensive;
- Lutter contre le développement des espèces exotiques envahissantes via un contrôle des engins, matériaux et des essences utilisés.

Dans un contexte plus général, afin de réduire, voire d'éviter les impacts sur les continuités écologiques, une OAP sur les continuités écologiques est mises en place.



**Activité agricole** : Sur cette thématique, les mesures d'évitement ont été suffisantes.

**Paysages** : Les mesures d'intégrations paysagères proposées aux OAP sectorielles permettent de proposer des projets de développement de qualité.

Risques naturels : Aucune mesure de réduction n'est nécessaire.

Risques technologiques et les nuisances : Aucune mesure de réduction n'est nécessaire.

Réseaux: Aucune mesure de réduction n'est nécessaire.

Mobilité : Aucune mesure de réduction n'est nécessaire.

## 2.2.2.4 Mesures de compensation

**Consommation foncière** : Aucune mesure de compensation n'est nécessaire.

Activité agricole : Aucune mesure de compensation n'est nécessaire.

Paysages : Aucune mesure de compensation n'est nécessaire.

Risques naturels : Aucune mesure de compensation n'est nécessaire.

Risques technologiques et les nuisances : Aucune mesure de réduction n'est nécessaire.

**Réseaux** : Aucune mesure de compensation n'est nécessaire.

**Mobilité** : Aucune mesure de compensation n'est nécessaire.

Biodiversité et continuités écologiques : Aucune mesure de compensation n'est nécessaire.

	La consommation foncière			
	Réduction de la consommation foncière  Densification du tissu urbain existant			
AVANT les mesures d'accompagnement	Fort	Faible		
APRES les mesures d'accompagnement	Modéré	Faible		



	L'activité agricole			
	Réduction de la consommation des terres agricoles	Préservation des sites d'exploitation agricole	Amélioration de la mobilité agricole	
<b>AVANT</b> les mesures d'accompagnement	Fort	Modéré	Faible	
APRES les mesures d'accompagnement	Modéré	Faible	Faible	

	Biodiversité et continuités écologiques			
	Principaux réservoirs de biodiversité	Corridors écologiques	Habitats naturels	
<b>AVANT</b> les mesures d'accompagnement	Modéré à faible	Modéré à faible	Modéré à faible	
APRES les mesures d'accompagnement	Faible	Faible	Faible	

	Les paysages		
	Préservation du patrimoine bâti et naturel	Qualité des entrées de villes	
<b>AVANT</b> les mesures d'accompagnement	Faible	Faible	
APRES les mesures d'accompagnement	Faible	Faible	

	Les risques naturels			
	Le risque de mouvement de terrain Le risque			
<b>AVANT</b> les mesures d'accompagnement	Modéré	Fort		
APRES les mesures d'accompagnement	Modéré	Faible		

	Le risque lié à la pollution des sols
<b>AVANT</b> les mesures d'accompagnement	Modéré
<b>APRES</b> les mesures d'accompagnement	Faible

	Les réseaux				
	Assainissement Eau potable				
<b>AVANT</b> les mesures	Fort	Faible			
d'accompagnement	FOIL				
<b>APRES</b> les mesures	Modéré	Faible			
d'accompagnement	Modere	Faible			

	La mobilité				
	Réduction des trajets Utilisation des transports en Mobilité cycle et				
	quotidiens	communs	piétonne		
<b>AVANT</b> les mesures	Modéré	Faible	Modéré		
d'accompagnement	Modere	raible	Modere		
<b>APRES</b> les mesures	Faible	Faible	Faible		
d'accompagnement	raible	raible	raible		





# CHAPITRE 3 COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES DOCUMENTS DE RANG SUPERIEUR



Selon l'article L.131-4 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de Montbazon doit être compatible avec :

Documents	Existence sur le territoire
Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et de l'Égalité des Territoires (SRADDET) du Centre Val de Loire	Oui Adopté le 19 décembre 2019 (en cours de révision)
Schéma de Cohérence Territoriale	Oui Approuvé, le 27 septembre 2013 (en cours de révision)
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne	Oui Approuvé le 18 mars 2022
Schémas de mise en valeur de la mer	Non
Plans de déplacements urbains	Non
Programmes locaux de l'habitat	Non
Dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes	Non

Le PLU a démontré sa compatibilité avec l'ensemble de ces documents.



# **CHAPITRE 4 INDICATEURS D'EVALUATION**

Orientations du PADD	Objectifs déclinés	Indicateurs de suivi	Acteurs sollicités	Unité de mesure
		Nombre de commerces et services présents sur la commune	Commune/INSEE	Unité d'entreprises
		Linéaires commerciaux à préserver ou à créer	Commune/ Communauté de communes	Mètres
		Nombre de commerces et services présents sur la commune	Commune/INSEE	Unité d'entreprises
		Nombre de locaux commerciaux et de services vacants	Commune	Unités de locaux vacants
	Objectif 1 : Conforter la vitalité de la commune Objectif 2 : Le centre bourg, cœur	Nombre d'entreprises sur la commune	Commune, INSEE	Unité d'entreprises
	de la vitalité artannaise	Nombre de services de santé présents	Commune	Unité de praticiens
Orientation 1 : Conforter la vitalité de la commune		Effectifs scolaires des écoles élémentaires et du collège	Commune, Département	Unité d'élevés par année scolaire
tout en maîtrisant la vitalité de la commune		Occupation des équipements scolaires	Commune, Département	Unité de classes occupées par an
		Nombre d'équipements et de services publics présents	Commune, Communauté de communes	Unités d'équipements par typologie
	3. Accueillir une nouvelle population et diversifier l'offre de logements	Nombre de nouveaux logements réalisés	Commune/INSEE	Unité de logements
		Nombre d'habitants	Commune/INSEE	Unité d'habitants
		Nombre de logements vacants	Commune/INSEE	Taux d'occupation des logements vacants
		Nombre de nouveaux logements réalisés	Commune/INSEE	Unité de logements
		Nombre de logements sociaux	Commune/INSEE	Taux d'occupation des logements vacants
		Nombre de dents creuses comblées	Commune	Unité de dents creuses
		Nombre de logements créés par changement de destination en zone agricole et naturelle	Commune	Unité de logements
		Nombre de T1, T2 et T3 créés	Commune, INSEE	Unité de logements
Orientation 2 :	1. Préserver la Vallée de l'Indre	Préservation des éléments de patrimoine protégés	Commune/ Communauté de Communes	Unité d'éléments de patrimoine préservés
Préserver et valoriser le cadre de vie de la	Préserver et mettre en valeur le patrimoine     Soutenir le développement	Linéaire de circuits cyclable créés	Commune/ Communauté de Communes	Mètres
commune		Surface d'espaces naturels d'intérêt reconnu préservés	Commune/ Communauté de Communes	Mètres carrés
	touristique	Constructions réalisées dans les STECAL à vocation touristique	Commune	Mètres carrés





	4.Favoriser une densification qualitative du tissu urbain existant	Surfaces d'espaces verts protégés en centre bourg	Commune	Mètres carrés
	1. Renforcer la trame verte et	Surface de zones humides préservées	DDT, SDAGE	Mètres carrés
		Alignement d'arbres créé ou préservé	Commune	Mètres
	bleue	Surfaces boisées protégées	Commune	Unité de mares
		Surface de zone naturelle bâtie ou aménagée	Commune	Mètres carrés
	2. Développer la nature en ville	Parc et jardins urbains	Commune	Mètres carrés
	3. Prendre en compte les risques pour un urbanisme résilient	Risques présents	Géorisques / Commune	Mètres carrés
Orientation 3 : S'orienter vers un	4. Favoriser les énergies	Nombre d'habitation utilisant au moins une énergie renouvelable	Commune, entreprises privées	Unité d'habitation
développement durable et résilient	renouvelables tout en assurant la préservation et de la trame verte	Nombre d'exploitations agricoles avec activité de production énergétique	Commune, exploitations agricoles	Unité d'exploitations agricoles
	et bleue	Nombre de mètres carrés consommés pour la mise en place d'énergies renouvelables	Commune, entreprises privées	Mètres carrés
	5.Veiller au bon fonctionnement des réseaux et aux économies d'énergies	Charge entrante de la station d'épuration	Commune, Communauté de communes	Charge entrante en EH
		Nombre de constructions en assainissement individuel	Commune, Communauté de communes	Unité de constructions principales
		Nombre de points d'eau incendie conformes	Commune, SDIS	Unité de points d'eau incendie
		Nombre de foyers raccordés au réseau d'eau potable	Commune, Communauté de communes, Véolia Eau	Unité de foyers
	6. Développer une réflexion sur la mobilité à l'échelle du territoire	Linéaire de cheminements doux créés	Commune	Mètres
	1. Soutenir l'activité agricole	Surface de la zone agricole	Commune	Mètres carrés
Orientation 4 : En		Nombre d'exploitations agricoles en activité	Commune/ Agreste	Unité d'exploitations agricoles
préservant le caractère rural du territoire		Surfaces consommées en extension urbaine	Commune	Mètres carrés
territoire		Surfaces agricole consommées	Commune	Mètres carrés
	2. Permettre d'habiter en milieu rural	Nombre de changements de destination en zone A et N	Commune/ services ADS	Unité de logements
		Densité de constructions dans les opérations d'aménagement d'ensemble	Commune/ lotisseur	Logements/ha
	es objectifs de modération de la pace et de lutte contre l'étalement urbain	Surfaces restantes en dent creuse mobilisable	Commune/ services ADS	Mètres carrés
		Surfaces agricole, naturelles et forestières consommées	Commune/ services ADS/ DDT	Mètres carrés
		Densité moyenne des opérations d'aménagement	Commune/ services ADS/ lotisseur	Logements/ha





